



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-46
Séance du 01 octobre 2019 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille dix-neuf, le premier octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du conseil municipal, sous la présidence de M. Roger Caizergues,

Présents : MM Caizergues, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Chibani, Fraisse, Pervent, Vella

Absents ayant donné procuration : M. Billette procuration à M. Perez, M. Carbonneill procuration à M. Palau, M. Hervet procuration à M. Petit, Mme Castillo procuration à Mme Bertin, Mme Maury procuration à Mme Albigès, Mme Olivier procuration à M. Caizergues, Mme Vilaplana procuration à M. Joly

Absents excusés : /

Secrétaire de séance : Mme Marianne Bertin

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 15

Procurations : 7

Absents : 0

Votants : 22

Date de convocation et affichage

25 septembre 2019

Objet : Mise à jour du règlement de fonctionnement de la crèche

M. le maire donne la parole à Mme Vella, membre de la commission enfance et jeunesse qui présente la proposition de mise à jour du règlement de fonctionnement de la crèche.

Mme Vella précise que, depuis le 2 mars 2016, il y a eu des évolutions qui sont présentées dans le tableau en annexe et qu'il convient de mettre à jour le règlement en conséquence.

Le conseil municipal entend l'exposé de Mme Vella après discussion à l'unanimité et sur proposition de M. le maire :

- accepte la mise à jour du règlement telle que présentée,
- précise que cette évolution s'applique à compter de l'année scolaire 2019-2020,
- donne pouvoir à M. le maire de signer toutes pièces nécessaires à son application.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 1^{er} octobre 2019
Roger CAIZERGUES
Maire

DETAIL MODIFICATIONS REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT	
version mars 2016	version juillet 2019
* Horaires et périodes de fermeture :	* Horaires et périodes de fermeture :
La crèche « L'ostal dels pichons » est ouverte du lundi au vendredi, de 7H30 à 18H30.	La crèche « L'ostal dels pichons » est ouverte du lundi au vendredi, de 7H30 à 18H30 (cette amplitude horaire pourra être revue à la baisse chaque année en début d'année civile et jusqu'à fin juillet selon les horaires contractualisés par les familles).
1 - MODALITES D'INSCRIPTION Pour l'accueil régulier, les 2 parents ou le parent unique doivent être domiciliés à Lavérune en priorité et il n'y a pas de condition d'activité professionnelle ou assimilée. Cependant, face à l'importance de la liste d'attente, un ordre de priorité pourra être appliqué : poursuite d'études, formation, situation de recherche d'emploi active, maladie longue durée, congé maternité. Conformément à l'article D 214-7 du code de l'action sociale et des familles (Casf), les enfants des parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle peuvent aisément accéder à une place d'accueil.	1 - MODALITES D'INSCRIPTION Pour l'accueil régulier, les 2 parents ou le parent unique doivent être domiciliés à Lavérune en priorité et il n'y a pas de condition d'activité professionnelle ou assimilée. Cependant, face à l'importance de la liste d'attente, une commission d'attribution des places a été mise en place et elle se réunit chaque année en avril. Conformément à l'article D 214-7 du code de l'action sociale et des familles (Casf), les enfants des parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle peuvent aisément accéder à une place d'accueil.
4 - PARTICIPATION FINANCIERE Le barème de ces participations est établi selon les directives de la CNAF et les modalités fixées par le conseil municipal.	4 - PARTICIPATION FINANCIERE Le barème de ces participations est établi selon les directives de la CNAF (circulaire 2019-005 du 5 juin 2019) et les modalités fixées par le conseil municipal.
* Le calcul des ressources de la famille : <ul style="list-style-type: none"> — Pour les familles les ressources à prendre en compte sont celles consultables sur le site télématique Caf Pro (voir annexe 1 jointe) ; une copie d'écran Caf Pro avec ressources de la famille, composition et numéro d'allocataire sera conservée dans le dossier administratif de chaque enfant. — Pour les familles non allocataires, les ressources à prendre en considération sont celles déclarées par les familles et figurant sur l'avis d'imposition de l'année N-2. — Pour les salariés, les ressources à prendre en compte sont celles figurant sur l'avis d'imposition à la rubrique « total des salaires et assimilés » (avant déduction forfaitaire de 10% ou des frais réels). Les autres natures de revenus imposables (capitaux mobiliers, revenus fonciers...) ainsi que les heures supplémentaires et les indemnités journalières d'accident de travail et de maladie professionnelle sont aussi pris en compte. — Pour les employeurs ou les travailleurs indépendants, y compris les auto-entrepreneurs, ce sont les bénéfices retenus au titre de l'année N-2 qui doivent être pris en compte. Pour les adhérents d'un centre de gestion agréé ou auto-entrepreneurs, il s'agit des bénéfices tels que déclarés. Pour les non adhérents d'un centre de gestion agréé, il s'agit des bénéfices majorés de 25% tels que retenus par l'administration fiscale. Pour les personnes 	* le taux de participation et les ressources prises en compte : voir annexe "fiche repère"

<p>des bénéfices majorés de 25% tels que retenus par l'administration fiscale. Pour les personnes ayant opté pour le régime micro, il s'agit des bénéfices déterminés après déduction de l'abattement forfaitaire fiscal appliqué sur le chiffre d'affaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Aucune prestation familiale ou légale ne doit être prise en compte. – Dans tous les cas de figure, les frais réels et les abattements fiscaux ne sont pas déduits. – La tarification applicable à la famille est déterminée à l'admission de l'enfant et fait l'objet d'une révision, sauf circonstances exceptionnelles, en début d'année civile. – Un montant plancher (déterminée en début d'année civile par la CAF) sera appliqué. – Il concerne la cellule familiale dans sa globalité qu'il s'agisse d'un couple ou d'une personne isolée avec enfants. – Un montant plafond (déterminée en début d'année civile par la CAF) sera appliqué. – Les pensions reçues par la famille sont ajoutées aux ressources, celles versées pour le compte d'un autre enfant non compté à charge pourront être déduites – Si le parent élève seul son enfant, les ressources du parent qui a la charge effective de l'enfant seront prises en compte et, le cas échéant, la pension alimentaire versée par l'autre parent sera ajoutée. – Règles applicables en cas de résidence alternée (voir annexe) 	
<p>* le taux d'effort des familles : Il sera proportionnel au nombre d'enfant à charge au sens de l'administration fiscale.</p>	
<p>VIII – CAS PARTICULIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> – En cas de divorce : Les ressources du parent qui a la charge effective de l'enfant seront retenues et, le cas échéant, il sera ajouté la pension alimentaire versée par l'autre parent. (Fournir une copie du jugement de divorce ou de conciliation ou une attestation sur l'honneur signée par les 2 parents) – En cas de résidence alternée : voir annexe – La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'Aeeh) à charge de la famille (même si ce dernier n'est pas accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur. – Au cas où les parents souhaiteraient un départ anticipé de leur enfant, ils devront prévenir, par écrit, au moins un mois à l'avance et leur participation restera due jusqu'à la fin de ce mois, quel que soit la cause du départ. (Déménagement, mutation...) 	<p>VIII – CAS PARTICULIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> – En cas de divorce ou de séparation attestée par un document officiel : voir annexe "fiche repère" – En cas de résidence alternée : voir annexe "fiche repère" – La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'Aeeh) à charge de la famille (même si ce dernier n'est pas accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur : voir annexe fiche repère – Au cas où les parents souhaiteraient un départ anticipé de leur enfant, ils devront prévenir, par écrit, au moins un mois à l'avance et leur participation restera due jusqu'à la fin de ce mois, quel que soit la cause du départ. (Déménagement, mutation...)